

Introduction

Jacques Fontanel, Natacha Bourova

▶ **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Natacha Bourova. Introduction. Jacques Fontanel; Liliane Bensahel. L'économie souterraine : l'exemple de la Russie, L'Harmattan, pp.11-16, 2006, Les Idées et les théories à l'épreuve des faits, 2-296-00348-6. hal-02950154

HAL Id: hal-02950154

https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02950154

Submitted on 27 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction.

Jacques Fontanel, Natacha Bourova

L'économie souterraine. L'exemple de la Russie
L. Bensahel, J. Fontanel, Eds.

L'Harmattan, Paris
2006

Résumé : La question de l'économie souterraine n'est pas toujours bien développée dans les analyses économiques. Dans un système économique aux rapports sociaux évolutifs et incertains, l'économie souterraine bénéficie d'un terreau fertile à son développement. Elle se transforme en un système social structuré, qui se reproduit. Il dispose d'une organisation propre et d'une certaine reconnaissance sociale. Elle comprend les activités illicites (vols, rackets), des normes de comportements informels (fausses factures, évasion fiscale, salaires « au noir »), des formes de corruption actives ou passives (protection des hommes d'affaires par la police nationale ou conseils des contrôleurs des impôts aux entreprises) et l'essor d'activités à la limite de la loi concernant les nouvelles réglementations, notamment monétaires. Quelques économistes pensant que cette économie informelle est un lubrifiant pour l'économie, quand d'autres la condamnent au nom d'une concurrence équitable et du rejet de toutes les activités illégales.

The issue of the underground economy is not always well developed in economic analyses. In an economic system with changing and uncertain social relations, the underground economy benefits from fertile ground for its development. It is transformed into a structured social system that reproduces itself. It has its own organization and a certain social recognition. It includes illicit activities (theft, racketeering), informal norms of behaviour (false invoices, tax evasion, "black" wages), active or passive forms of corruption (protection of businessmen by the national police or advice from tax inspectors to companies), and the growth of activities at the limit of the law concerning new regulations, especially monetary ones. Some economists believe that the informal economy is a lubricant for the economy, while others condemn it in the name of fair competition and the rejection of all illegal activities.

Économie souterraine, Russie,
Underground economy, Russia

Dans un système économique aux rapports sociaux incertains, aléatoires, aux règles formelles peu reconnues, l'économie souterraine bénéficie d'un terreau fertile à son développement. Elle se transforme d'ailleurs assez vite en un système social structuré, qui se reproduit, disposant d'une organisation propre et d'une certaine reconnaissance sociale. Quatre pratiques définissent l'économie de « l'ombre » : les activités illicites (vols, rackets, etc.), les normes des comportements informels (fausses factures), les formes de corruption actives ou passives (protection des hommes d'affaires par la police ou « conseils » des contrôleurs des impôts aux entreprises) et la création de nouvelles activités illégales fondées sur de nouvelles réglementations (notamment dans le domaine des transactions monétaires). Au début des années 1990, les centres d'innovation ont surtout cherché à transférer au secteur privé les activités des entreprises de l'Etat. En outre, des sociétés spécialisées se sont engagées dans la conversion de la monnaie scripturale (avec un très haut rendement). Enfin, les employeurs versent toujours une partie des salaires « au noir ».

Les raisons de ces activités « souterraines » sont nombreuses. D'abord, l'Etat a parfois renoncé à ses fonctions régaliennes. Les tribunaux n'étaient pas financés, les policiers étaient mal payés (et avec retard) et les universités restaient très pauvres. Dans ces conditions, une économie parallèle s'est instaurée. La médecine est devenue payante (du moins si l'on veut être soigné dans les normes occidentales) et les étudiants ont souvent été amenés à payer des droits d'admission. Ensuite, une « phobie de l'Etat » est apparue en réaction au contrôle totalitaire de la vie sociale des années soviétiques. Enfin, les entreprises ont souvent été tributaires de leurs rapports avec les

fonctionnaires, qui disposaient de prérogatives importantes données par l'Etat et qui en ont profité pour transformer leurs activités publiques en de véritables productions privées à l'aide d'officines quasi privées. Ainsi, la théorie du « *Public Choice* » s'applique particulièrement bien, presque de manière caricaturale, à la Russie pendant la dernière décennie. Les entreprises, lâchées par le pouvoir légal de l'Etat, ont été amenées à faire appel à des voies illégales (corruption) pour fonctionner « normalement ». Dans ces conditions, l'Etat ne remplissait plus son rôle, ce qui a conduit les agents économiques à refuser de lui payer un écot et donc de verser des impôts. Les fonctionnaires ont souvent été à l'origine de la prédation de l'économie, en utilisant leurs pouvoirs à des fins privées et personnelles.

Si la transformation de l'économie russe a favorisé l'essor des relations économiques informelles, celles-ci héritent d'une vieille tradition dans un pays qui, du fait même du manque de souplesse de sa gouvernance, favorise les comportements de fuite à l'égard de l'économie officielle. Cependant, son ampleur s'est accrue avec la désétatisation de l'économie nationale, le développement des petites et moyennes entreprises, les failles du droit des affaires et l'exercice violent de l'économie criminelle. L'activité économique « de l'ombre » est aujourd'hui très importante en Russie, sans doute comparable au PIB officiel. Pour y faire face, l'Etat et les administrations régionales proposent des actions réglementaires dont les résultats s'avèrent encore insuffisants, malgré le rôle croissant de la police fiscale dans la détection des actes illicites et la lutte contre l'activité économique informelle. L'économie souterraine a plusieurs formes, de la production clandestine de produits légaux (vodka) ou illégaux (drogues), en passant par le détournement des ressources budgétaires, les revenus illégaux (dont le paiement des salaires « au noir »), la « protection » des sociétés criminelles, les commissions occultes, la dissimulation des investissements, les emplois non déclarés, la corruption sous toutes ses formes, les réseaux de distribution parallèles ou la conversion de la monnaie scripturale en monnaie fiduciaire, dans le double cadre du blanchiment de l'argent et de la fuite des capitaux.

Pour Golovanov (membre de l'Académie de la police fiscale auprès du Ministère de l'Intérieur de la Fédération de Russie), l'économie « informelle » a toujours existé en Russie. Les manifestations de l'économie informelle sont apparues en même temps que la création de l'Etat de l'Ancienne Russie. Elle a pris, selon les périodes, des formes différentes. V. Pérékislov met en évidence le fait que, avant la Révolution, l'escroquerie constituait la forme essentielle de l'activité

informelle. Dans de nombreux cas, le caractère formel ou souterrain des activités économiques dépend des définitions, mais aussi de l'action juridique menée par les administrations publiques dans la détection et la lutte contre les activités informelles. Cependant, les efforts des autorités pour soumettre les rapports au sein du circuit économique à un contrôle correct avec l'application des méthodes répressives n'ont jamais conduit aux résultats voulus. L'économie informelle a été refoulée dans une plus grande clandestinité, mais elle n'a pas disparu, compte tenu d'une demande sociale forte. Au contraire, la réduction des contrôles bureaucratiques et fiscaux tend à réduire l'importance de l'économie informelle. L'Etat doit trouver un compromis raisonnable entre une trop grande liberté synonyme d'excès et un contrôle excessif qui favorise la mise en place de nouveaux réseaux et méthodes d'économie informelle. S'il est nécessaire d'éliminer l'économie illicite et la redistribution criminelle de revenus, il faut accepter aussi de limiter la lutte contre les délits insignifiants qui encombrent inutilement l'action des pouvoirs publics, sans pour autant remettre en cause les actions plus délictueuses. La société a besoin d'une part d'ombre. Il faut que celle-ci soit au service de la société et non pas réalisée dans l'intérêt exclusif de groupes criminels.

Pour A. Veikher, D. Daugavet et de I. Kréménitskaïa, le secteur des services se prête au développement de l'économie informelle, notamment en matière de formation, de soins médicaux et des transports privés des passagers. Par la méthode des sondages, ils mettent en évidence l'importance de cette économie informelle à Saint-Pétersbourg. Or, ces services réels ne sont pas pris en compte dans les statistiques officielles et l'Etat ne peut pas leur appliquer les règles fiscales auxquelles est assujetti l'ensemble des activités officielles des entreprises. L'analyse des revenus non déclarés des bus de la région de Saint-Pétersbourg, la réalisation de services sans documents afférents de reçus, les formes de réglementation des services de réparation de l'équipement collectif, des travaux de réfection des logements, des services de formation et ses soins médicaux, mettent en évidence l'importance et la diversité de l'économie parallèle. Cependant, si certaines formes de légalisation sont possibles, la lutte contre d'autres formes implique la plus grande prudence, afin de ne pas réduire l'importance de l'initiative privée et la permanence de services de qualité.

I. Elisséeva, A. Chtchirina et E. Kapralova, ont estimé l'ampleur des opérations informelles dans les secteurs principaux (industrie, bâtiment, commerce et transport) de l'économie de la région Nord-Ouest à partir d'un sondage réalisé auprès de comptables et de managers

financiers de 50 entreprises. Le principe de l'étude consistait à mettre en évidence les opinions relatives des entreprises en aval ou en amont, des fournisseurs, des clients ou des sous-traitants. Les résultats sont intéressants, en soulignant l'importance des relations informelles dans l'industrie (ce qui contredit l'évaluation officielle du Comité d'Etat de la Statistique de la Russie) et la banalisation du système des « toits » – autrement dit la protection de la maffia –, dont plus de 80% des entreprises avouent recourir à leurs services. Dans l'industrie de Saint-Pétersbourg, la part des opérations non enregistrées représenterait entre le tiers et la moitié des opérations recensées. La masse salariale dans les secteurs de la production matérielle serait minimisée de fait de moitié. Le taux d'évasion fiscale est estimé à plus de 40% dans le commerce, le bâtiment et les transports contre 20% dans l'industrie. Les taux de livraison aux entreprises sans contrats sont toujours supérieurs au tiers des opérations (plus du double dans les transports). Enfin, plus du tiers des entreprises reconnaît la nécessité d'utiliser un « toit » pour continuer leurs activités. Dans le commerce et le transport, les défauts de la comptabilité sont importants, rendant difficiles les estimations de l'économie informelle. Cependant, l'économie informelle est d'abord le résultat des dysfonctionnements de l'économie russe. Avec la stabilisation du système monétaire et du cours du rouble, l'amélioration du système fiscal, le fonctionnement normal du marché, y compris le marché des valeurs mobilières, l'économie souterraine verra son importance décroître.

Pour N. Bourova, V. Lamande et A. Kouznetsov, l'économie souterraine est souvent une activité économique légale dissimulée ou dont l'importance est volontairement sous-estimée par les agents économiques (fuite fiscale). Elle a pris une importance particulière dans la région de Kaliningrad, car sa comptabilisation entraînerait un quasi doublement du PIB de la région. Les revenus afférents sont utilisés principalement pour la consommation, l'acquisition de biens immobiliers et la fuite des capitaux vers l'étranger. La drogue et la contrebande restent toujours les causes essentielles de l'économie souterraine, avant la fabrication et la commercialisation illégales d'armes et la prostitution. Pour lutter contre l'économie souterraine non criminelle, il faut modifier la législation fiscale, améliorer la défense des droits du propriétaire, agir sur l'opinion publique et élaborer de nouvelles méthodes de gestion

Pour V.V. Kolesnikov, l'économie informelle est un lubrifiant de l'activité économique légale. Il souligne l'effet positif de l'économie informelle en termes d'emplois et de création d'un marché de biens et services à bas prix pour les nécessiteux. Cette thèse fait l'objet d'un

débat important en Russie, mais aussi dans tous les pays où le caractère informel de nombreuses activités pose problème.

Il est impossible d'analyser l'économie russe sans faire référence à l'économie informelle. Elle constitue une part essentielle de la production de ce pays.

Bibliographie

Bensahel, L., Fontanel, J. (2006), *L'économie souterraine. L'exemple de la Russie*, L'Harmattan, Paris

Bourova, N., Kouznetsov, A. Lamande, V. (2006), L'économie souterraine en Russie : le cas de Kaliningrad, in *L'économie souterraine. L'exemple de la Russie* (Bensahel, L., Fontanel, J. Eds.), L'Harmattan, Paris.

Eliseeva,. I.I., Chtchirina, A.N, Kapralova, E.B. (2006), Les facteurs, la structure et les méthodes d'évaluation de l'économie souterraine : aspects régionaux, in *L'économie souterraine. L'exemple de la Russie* (Bensahel, L., Fontanel, J. Eds.), L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M., (1995). The principles of arms conversion in the case of Russia. *Defence and peace economics*, *6*(3), pp.237-251.

Fontanel, Jacques, and Egor Timurovich Gaidar. *L'avenir de l'économie russe en question*. Presses universitaires de Grenoble, 1998.

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). Civilisations, globalisation et guerre. *PUG, Presses Universitaires de Grenoble*

Fontanel, J., Fontanel, T. (2006), L'économie russe face à la question de l'économie souterraine, in *L'économie souterraine. L'exemple de la Russie* (Bensahel, L., Fontanel, J. Eds.), L'Harmattan, Paris.

Golovanov, N.M. (2006), Les étapes juridiques de la lutte contre l'économie informelle, in *L'économie souterraine. L'exemple de la Russie* (Bensahel, L., Fontanel, J. Eds.), L'Harmattan, Paris.

Kolesnikov, V.V. (2006), Economie informelle et équilibre socio-économique, in *L'économie souterraine. L'exemple de la Russie* (Bensahel, L., Fontanel, J. Eds.), L'Harmattan, Paris.

Perekislov, V.E. (2006), Economie informelle et légalisation des revenus illicites, in *L'économie souterraine. L'exemple de la Russie* (Bensahel, L., Fontanel, J. Eds.), L'Harmattan, Paris.

Shkaratan, O. and Fontanel, J., 1998. Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. *Defence and peace economics*, *9*(4), pp.367-379.

Veikher, A.A., Daouagavet, D.I., Krémenitskaïa, I.V. (2006), Application des méthodes de sondage et d'observation pour évaluer le secteur informel en Russie, in *L'économie souterraine. L'exemple de la Russie* (Bensahel, L., Fontanel, J. Eds.), L'Harmattan, Paris.